



Rapport annuel de gestion 2008 - 2009

Par son objectif institutionnel 1.3, le DGE visait à former et à informer le personnel électoral et les différents intervenants sur leur rôle et leurs responsabilités. De 2005 à 2009, il a continué d'assurer la formation de l'ensemble de ses partenaires et clientèles, tant sur le plan des opérations électorales que sur celui du financement politique et du contrôle des dépenses électorales. De plus, l'institution a fait l'essai de nouveaux moyens de formation, dont la conférence Web et l'apprentissage en ligne. La formation des directeurs et des directrices du scrutin a aussi été assurée en vue des événements électoraux attendus.

Dans son objectif institutionnel 1.4, le DGE manifestait le souhait d'être à l'affût des changements dans la société, de poursuivre les activités de recherche et de proposer des améliorations au système électoral. Sur ce chapitre, il a mené plusieurs travaux de recherche, dont la préparation de la comparution du directeur général des élections à la Commission spéciale sur la Loi électorale (réforme du mode de scrutin), la publication d'un rapport sur la réforme du mode de scrutin, l'évaluation de l'utilisation des mécanismes de votation aux élections municipales de novembre 2005 et la publication d'une recension des écrits sur la participation électorale. Le DGE a aussi poursuivi ses efforts de recherche en matière de participation électorale en devenant partenaire de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires de l'Université Laval qui dévoilera, au cours de la prochaine année, les résultats de deux recherches sur le sujet. Il a aussi été à l'origine de la formation du Groupe de réflexion sur le financement des partis politiques.

L'objectif institutionnel 1.5 avait pour objet de s'assurer que le DGE mettrait en œuvre, le cas échéant, la réforme du mode de scrutin. Comme aucune réforme n'a été adoptée en 2008-2009, l'institution n'a accompli aucune action à ce sujet.

Pour améliorer l'accès au vote et favoriser son exercice, son objectif institutionnel 2.1, le DGE a récolté les fruits de sa proposition *Améliorer l'accès au vote et favoriser son exercice*, publiée en 2004. En effet, nombre de mesures proposées dans ce rapport ont été incluses dans la Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser l'exercice du droit de vote (projet de loi n° 22). De 2005 à 2009, l'institution a notamment mis en œuvre le vote au domicile de l'électeur, le vote dans les installations d'hébergement privées, les commissions de révision itinérantes en milieu rural et semi-rural, la tenue du vote par anticipation sur deux jours complets et le vote au bureau du directeur du scrutin de la circonscription.

■ 6.2 La surveillance et l'application des lois

6.2.1 La vérification des rapports produits par les entités politiques

En ce qui a trait au financement des partis politiques et au contrôle des dépenses électorales, le DGE doit vérifier si les partis, les instances d'un parti, les députés indépendants et les candidats, de même que leurs représentants ou agents officiels, se conforment aux dispositions de la loi. Ainsi, chaque année, le DGE examine ou, le cas échéant, vérifie les rapports financiers et, à la suite d'élections, les rapports de dépenses électorales qu'il reçoit.

Cela dit, les rapports financiers des partis politiques provinciaux font tous l'objet d'une vérification par des vérificateurs ayant légalement le droit de pratiquer la vérification publique au Québec (vérificateurs externes), alors que les rapports financiers des partis municipaux ne font l'objet d'une telle vérification que lorsque les recettes excèdent 5 000 \$. Quant aux rapports financiers des instances d'un parti politique, aux rapports de dépenses électorales des partis et des candidats de même qu'aux rapports financiers des candidats et des députés indépendants, ils ne font pas l'objet d'une vérification externe. Lorsqu'un rapport n'est pas soumis à une telle vérification, c'est le DGE qui doit agir à ce titre. Par ailleurs, l'institution remplit d'autres mandats de vérification de conformité pour s'assurer du respect des règles prévues dans la loi.

Concernant le volet provincial, la Direction du financement des partis politiques procède annuellement à l'examen de quelque 500 rapports financiers produits par les instances de parti politique. Par ailleurs, l'objectif initial qui consistait à vérifier annuellement 10 % des rapports financiers des instances a été augmenté de manière à tendre vers un taux de 20 %. Dans le contexte des travaux du Groupe de réflexion sur le financement des partis politiques, les membres des partis politiques étaient unanimement d'accord pour renforcer l'application de cette mesure. Pour le présent exercice financier, l'objectif a été fixé à 15 %.

Au regard des élections municipales, la vérification des rapports de dépenses électorales et des rapports financiers des candidats indépendants est effectuée par les trésoriers municipaux. Ces derniers sont, pour ce faire, sous la supervision et l'autorité du DGE.

Au regard des élections scolaires, la vérification des rapports d'un candidat est effectuée par les directeurs généraux des commissions scolaires qui sont alors également sous la supervision et l'autorité du DGE. À l'occasion des élections générales de novembre 2007, quelque 1 400 rapports ont été produits par des candidats au début de 2008.